



Le **Diamant Rassemblé** vous invite à une :

# RENCONTRE AVEC JOHNNY HAJJAR

Auteur du rapport d'enquête commandé par  
l'Assemblée nationale.

Vendredi 8 Novembre 2024



**18H30**

**Permanence du Diamant  
Rassemble à l'espace Charlot,  
au bourg du Diamant**

**Programme de l'événement :**

- Comprendre les mécanismes de la vie chère

*"Prenons ce temps pour comprendre les  
mécanismes de la constitution des prix"*



**"VENEZ ÉCOUTER, QUESTIONNER ET  
DEBATTRE POUR MIEUX COMPRENDRE"**

📞 0696 21 11 85 / 96 79 23

📧 @diamantrassemble

📍 Rue Justin Roc, 97223 Le



# Merci de votre invitation !



Car nous devons combattre l'obscurantisme par la lumière

Parce qu'il est faux de dire :

- que l'information n'est pas diffusée
- que les politiques n'ont rien fait
- que personne ne s'occupe du peuple



# Au programme ce soir

Exposé - 45 minutes

- Introduction : qu'est-ce que la vie chère ?
- la commission d'enquête : pourquoi ? comment ?
- les causes relevées
- les solutions proposées

Suivi de 45 minutes de questions/réponses

Vous pourrez récupérer le diaporama en ligne sur <https://clic.mq/viechere>



# La vie chère

alimentation

logement

essence



pièces détachées

voiture

internet

- Intermarché
- Martinique
- Manifestation
- Stop
- France insoumise
- Guadeloupe
- Ivoire
- Septembre 2024
- Vin >



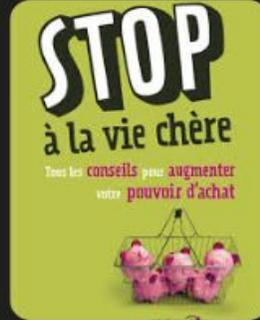
Editions Flammarion  
Vincent Bonnecas...



France TV Pro  
en Guadeloupe ? | FranceTvPro ...



Adobe Stock  
Vecteur Stock Stop à la vie ...



Fnac  
Philippe Lamboley ...



20 Minutes  
Nous sommes des vaches à lait ...



Le Point  
faut-il supprimer l'octroi de mer ...



Les archives de Calédosphère  
Vie chère: qui est responsable ...



Le Poing  
appelle à organiser le blocage du ...



Les Mousquetaires  
priorité pour Intermarché ...



Le Figaro  
140.000 manifesta...



Outre-mer la 1ère - Franceinfo  
Ultramarins manifestent contre ...



afrik soir  
Enfin le réveil des Ivoiriens ...



# Pas que chez nous ...

- baisse du pouvoir d'achat
- inflation
- réduction des services publics
- sentiment de déclassement des classes moyennes

## Marche contre la vie chère : 140000 participants selon les organisateurs, 30000 selon la police

La gauche unie dans la Nupes organise dimanche après-midi à Paris sa «marche contre la vie chère et l'inaction climatique» avec le renfort d'associations et de certaines fédérations syndicales, en voulant contribuer à l'ébullition sociale de l'automne.



# Mais chez nous plus qu'ailleurs ?

## A quel point ?

## Pourquoi ?

-> Légendes urbaines, rumeurs, on-dits, il était important de formaliser les choses pour la première fois.



# Bilan de la mobilisation de 2009

2009, succès ou échec ou demi-teinte ?

1. Loi Lurel
2. Bouclier Qualité-Prix sur 140 produits  
revue annuelle



# Constats de départ

- Inégalités de niveaux de vie entre l'Hexagone et les Outre-Mer
- Augmentation de l'insécurité, de la précarité, de la pauvreté et de l'extrême-pauvreté
- Immigration massive subie (Mayotte, Guyane)
- Déficit démographique (Martinique, Guadeloupe)
- Crises économiques, sociales et sanitaires récurrentes et plus intenses en Outre-Mer

**Une situation de vie insupportable pour les populations des Outre-Mer**



# Pourquoi une commission d'enquête ?

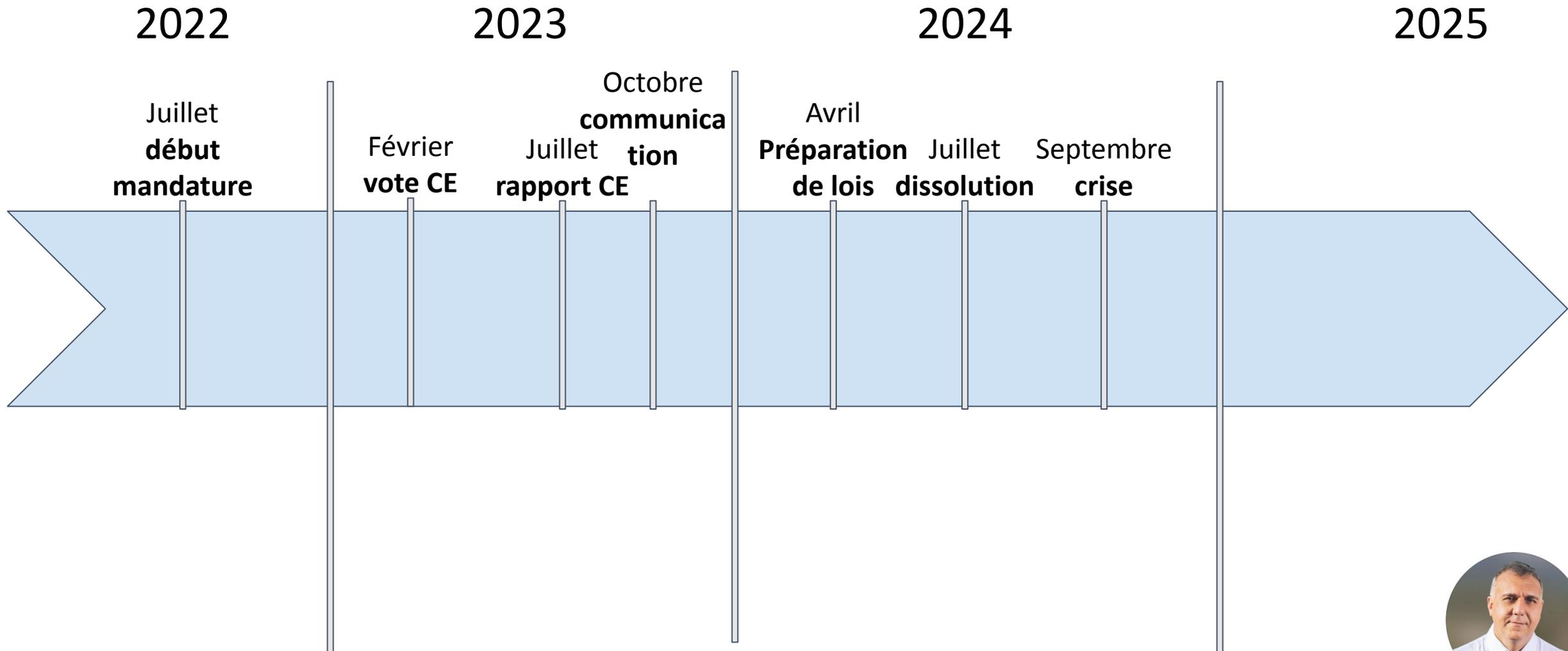
Pour formaliser les choses, de manière **objective publique** et **transparente**

Pour caractériser un phénomène pour la première fois sous le prisme du citoyen.

Pour profiter du moyen d'enquête le plus puissant de la République



# Rappel des évènements



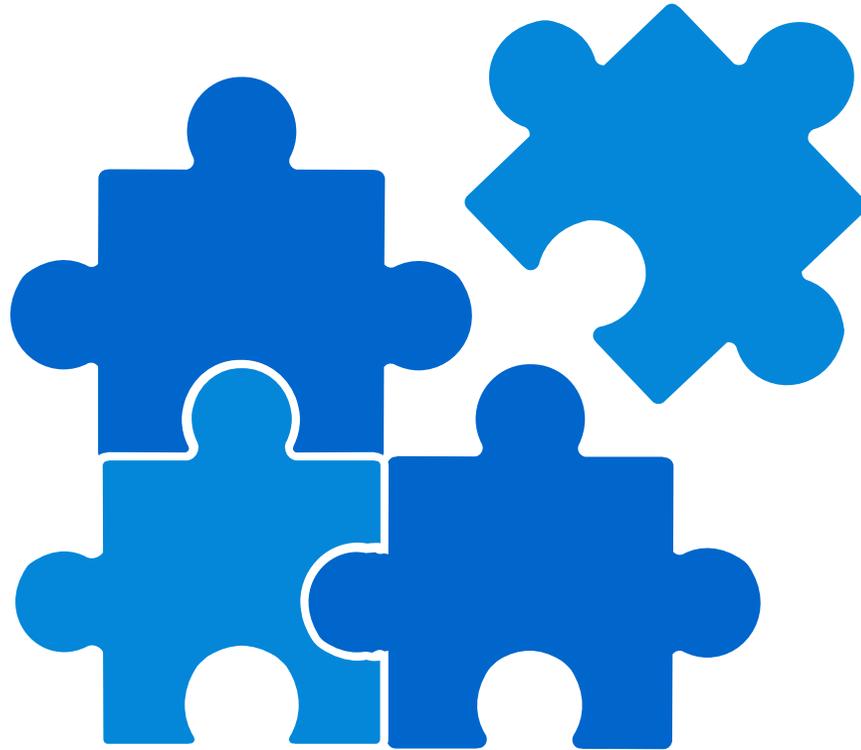
# Causes structurelles et conjoncturelles

**Le niveau  
des  
revenus**

**1**

**Le niveau  
des prix**

**2**



**3**

**Faiblesse du  
niveau de  
service public  
des  
collectivités**

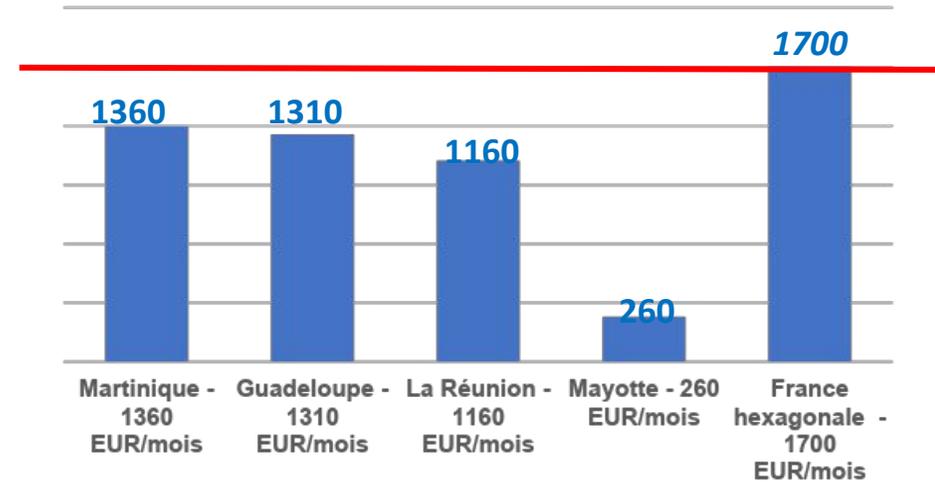
**4**

**Faiblesse  
du niveau  
de service  
public  
d'Etat**

# Chiffres-clés

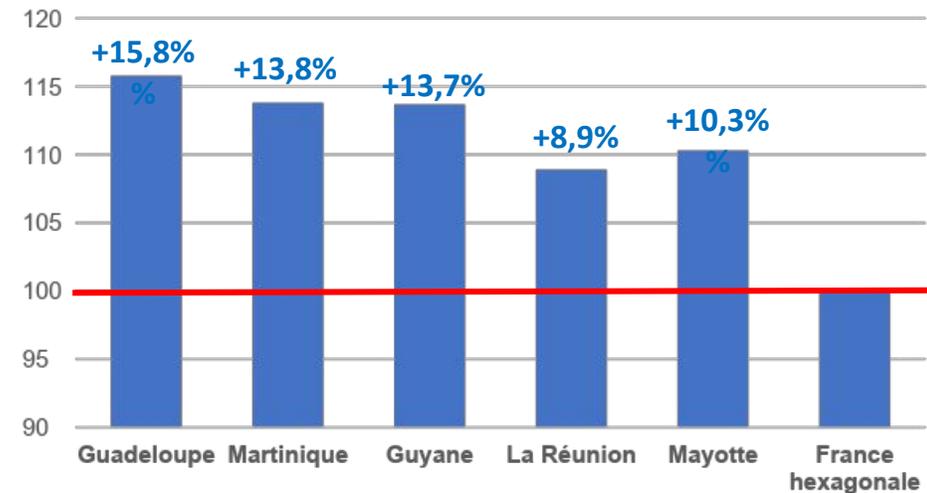
- Un niveau de vie médian qui reste très inférieur à celui constaté en France hexagonale

Source : enquête Insee Budget de famille de 2017



- L'écart de prix moyen en Outre-mer est en revanche nettement supérieur à ceux pratiqués dans l'Hexagone

Source : enquête Insee de comparaison spatiale des prix de 2022



Et jusqu'à +40% sur l'alimentaire



## NIVEAU DE VIE ET PAUVRETÉ DANS LES DROM (DONNÉES 2017) <sup>(3)</sup>

*(en euros / en %)*

	<b>Niveau de vie médian par unité de consommation (en euros)</b>	<b>Taux de pauvreté au seuil de 60 % du niveau de vie médian <u>national</u> (en %)</b>	<b>Seuil de pauvreté local mensuel (seuil de 60 % du niveau de vie médian <u>local</u>) (en euros)</b>	<b>Taux de pauvreté au seuil local (seuil de % du niveau de vie médian <u>local</u>) (en %)</b>
<b>Guadeloupe</b>	1 310	34	790	19
<b>Martinique</b>	1 360	33	820	21
<b>Guyane</b>	920	53	550	23
<b>La Réunion</b>	1 160	42	700	16
<b>Mayotte</b>	260	77	160	42
<b>France hexagonale</b>	1 700	14	1 020	15

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017*

*Note de lecture : en 2017, le niveau de vie médian des Réunionnais est de 1 160 euros par mois et par unité de consommation. 42 % des Réunionnais ont un revenu inférieur au seuil national de pauvreté monétaire (60 % du niveau de vie médian national). Le seuil de pauvreté local (60 % du niveau de vie médian local) est de 700 euros à La Réunion ; 16 % des Réunionnais ont un niveau de vie inférieur à ce seuil.*

## DANS LES OUTRE-MER, DES TAUX DE CHÔMAGE ET D'INACTIVITÉ ÉLEVÉS

**En 2021, le taux de chômage moyen, au sens du BIT, au sein des DROM est plus de deux fois plus élevé que celui de la France hexagonale**

*(en %)*

	Taux de chômage	Taux d'inactivité
<b>Guadeloupe</b>	17	37
<b>Martinique</b>	13	35
<b>Guyane</b>	15	52
<b>La Réunion</b>	18	41
<b>Mayotte</b>	30	-
<b>France hexagonale</b>	7,7	27

*Source : Insee, Enquête emploi en continu 2021*

*Note de lecture : en 2021, le taux de chômage au sens du BIT de La Réunion est de 18 % de la population des 15 ans ou plus. Le taux d'inactivité de la population des 15-64 ans est de 41 % à La Réunion.*



(en %)

<b>Fonction de consommation</b>	<b>Guadeloupe</b>	<b>Martinique</b>	<b>Guyane</b>	<b>La Réunion</b>	<b>Mayotte</b>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	41,8	40,2	39,4	36,7	30,2
Boissons alcoolisées et tabac	24,8	22,6	-2,1	27,3	40,0
Articles d'habillement et chaussures	7,4	8,5	-1,7	-2,5	-6,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles, dont :	3,8	7,0	5,5	-6,0	-1,3
<i>Loyers</i>	4,4	2,5	9,7	4,7	n. d.
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	11,6	25,4	8,6	7,0	19,3
Santé	16,1	13,4	16,5	8,9	16,9
Transports	8,5	-4,7	5,8	-4,0	-4,7
Communications	36,0	37,4	35,3	24,5	11,9
Loisirs et culture	16,6	14,1	14,5	13,7	-0,2
Restaurants et hôtels	1,4	7,9	4,5	6,2	12,8
Biens et services divers, y c. enseignement	16,0	10,1	13,4	8,2	7,4
<b>Ensemble, dont :</b>	<b>15,8</b>	<b>13,8</b>	<b>13,7</b>	<b>8,9</b>	<b>10,3</b>
<i>Biens</i>	20,6	19,2	17,2	13,3	14,9
<i>Services</i>	10,5	7,5	9,9	3,8	n. d.
<i>Services hors loyers</i>	11,4	8,4	9,8	3,7	5,4

n. d. : non disponible.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale des prix 2022.



# Dégradation du service public d'Etat

- Défiscalisation : baisse de 1 Milliard EUR à 500 M EUR
- Suppression de la TVA NPR
- Dotations en baisse pour les outre-mer
- (CRDS) : -500 MEUR sur les 20 dernières années (sur 1 Milliard)
- Transfert des compétences Etat->collectivités sans ajustement des moyens
  - collèges, lycées, routes, télécoms
- RGPP (2007-2012)
- et bien d'autres secteurs touchés : santé, justice, police



# Le sous-financement des collectivités

Baisse de recettes pour les collectivités :

- par baisse démographique = moins de contribuables
- niveau des revenus qui n'augmente pas = moins de financement public dédié au territoire
  - les jeunes diplômés ne rentrent pas, moins de création de richesse
- impôts locaux déjà élevés

Or, vieillissement de la population = augmentation des dépenses



# Des causes structurelles

- Un passé colonial faisant de nos territoires des **économies de rente**
- Un coût élevé de la vie dû à **un modèle économique captif aux mains d'un petit groupe dominant basé sur un accaparement des terres**
- Une **faible production locale basée sur la monoculture**
- Une **concurrence très limitée**
- Des **importations massives**
- Un **niveau de revenus faibles** + un **niveau de prix élevés** impacts = pouvoir d'achat restreint qui s'affaiblit considérablement
- Des **problématiques sociales** (monoparentalité, délinquance, conditions de logements.....)
- La **dépendance au secteur public local** et notamment économique



# Des causes structurelles



- Economie de rente
- Modèle économique captif
- Concurrence limitée
- Importation massive



- Faible production locale basée sur la monoculture
- Dominants accaparants les terres



- Problématiques sociales
- Dépendance au secteur public local



# Des causes plus récentes

- **Des schémas de concentration horizontale et verticale**
  - mis en place par des acteurs économiques de la grande distribution, titulaires de franchises de la part de distributeurs nationaux
  - *(source : Autorité de la concurrence, 2019)*
- **Des acteurs économiques “faiseurs de prix”**
  - Des importateurs, fournisseurs, et grossistes locaux, détenant une **exclusivité de fait** dans la distribution de certaines marques nationales, à défaut d’une exclusivité de droit désormais interdite.
- Des petits producteurs locaux, notamment dans l’agriculture, captifs et « pris en otage », soumis **au pouvoir économique des grands groupes** qui sont à la fois importateurs grossistes et distributeurs et qui imposent des prix d’achat en dessous du prix de revient pour ces producteurs captifs.



# Des causes plus récentes

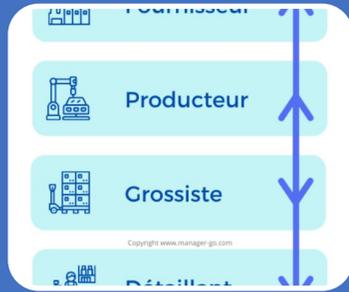


Schéma de concentration verticale et horizontale



Acteurs économiques "faiseurs de prix"



Petits producteurs captifs et soumis au pouvoir économique des grands groupes



# Facteurs aggravants



**Manque de transparence des acteurs de la grande distribution (comptes, marges ...marges arrières)**

**Inefficacité des outils mis en place par l'état pour la connaissance, le contrôle et la régulation**



**Sous-financement des collectivités territoriales, défavorisées dans l'attribution des dotations**

**TVA prélevée par l'Etat non perçue par les collectivités**

**TVA**



# Qu'est-ce qui explique tout ça ?

**facteurs  
aggravants**

manque de transparence  
manque de contrôle  
sous-financement des  
collectivités

**cause plus  
récentes**

concentration verticale  
concentration horizontale  
petits producteurs captifs

**facteurs  
structurels**

Economie de rente  
faible production locale



# Concentration verticale - les intermédiaires

## **SCHEMA D'APPROVISIONNEMENT POUR UN CONTENEUR D'ASSEMBLAGE (MODELE FREQUENT DANS LES DROM-COM)**

	Intervenants chaine logistique	Type	Prestation
1/	Usine	marchandise	production grande quantité
2/	Transporteur	marchandise	
3/	Plateforme logistique Distributeur	marchandise	stockage grande quantité
4/	Transporteur du transitaire ou de la plateforme	marchandise	
5/	Entrepôt du transitaire	marchandise/conteneur	palettisation, assemblage, empotage
6/	Transporteur du transitaire pour mise à quai	conteneur	
7/	Douane export	conteneur	
8/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	réception et manutention pour mise à bord
9/	Compagnie maritime	conteneur	
10/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	Débarquement et mise sur zone import
11/	Douane import	conteneur	
12/	Transport du transitaire pour livraison sur entrepôt	conteneur	
13/	Entrepôt du transitaire	conteneur/marchandise	dépotage
14/	Transporteur magasin	marchandise	
15/	Magasin	marchandise	mise en rayon pour vente



# Concentration verticale - les intermédiaires

## **SCHÉMA D'APPROVISIONNEMENT POUR UN CONTENEUR PLEIN**

	Intervenants chaine logistique	Type	Prestation
1/	Usine	marchandise	production grande quantité - empotage en usine
2/	Transporteur du transitaire (ou de la compagnie)	conteneur	Livraison directe à quai
3/	Douane export	conteneur	
4/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	réception et manutention pour mise à bord
5/	Compagnie maritime	conteneur	
6/	Terminal / Manutentionnaire	conteneur	Débarquement et mise sur zone import
7/	Douane import	conteneur	
8/	Transporteur du transitaire (ou de la compagnie)	conteneur	Prise directe à quai pour livraison magasin
9/	Magasin	marchandise	mise en rayon pour vente

*Source : CMA CGM – Réponses aux questions écrites du rapporteur.*



# Concentration verticale



Circuit dans l'hexagone

- Circuit d'approvisionnement Martinique : 14 opérateurs



# Concentration verticale

La multiplication des intermédiaires permet l'addition des marges

Acteur	Marge	Valeur
Acteur 1	3%	100
Acteur 2	3%	103
Acteur 3	3%	106
Acteur 4	3%	109
Acteur 5	3%	113
Acteur 6	3%	116
Acteur 7	3%	119
Acteur 8	3%	123
Acteur 9	3%	127
Acteur 10	3%	130
Acteur 11	3%	134
Acteur 12	3%	138
Acteur 13	3%	143
Acteur 14	3%	147

**x 1,47**

**soit 47%  
d'augmentation**



# Concentration verticale

## **Q : Pourquoi garder autant d'intermédiaires ?**

Ce ne sont pas les étapes qui ne sont pas nécessaires, c'est qu'elles sont réalisées par des sociétés différentes, mais qui appartiennent souvent au même actionnaire.

## **Q : Pourquoi les mêmes rôles ne sont pas intégrés au sein de la même société ?**

R : - ne pas atteindre les 50 employés pour réduire les avantages sociaux

- permettre de multiplier les marges sans que cela se voit frontalement
- compliquer le contrôle des prix et des marges en complexifiant la traçabilité



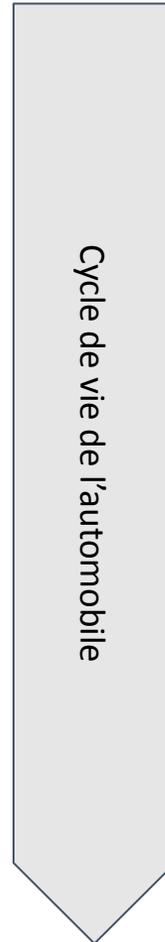
# Concentration horizontale

- Maîtrise des chaînes d'activités différentes :
  - automobile
  - agriculture
  - distribution spécialisée (sport, bricolage, construction)
  - grande distribution
- plusieurs marques au même propriétaire, pour simuler une concurrence



# Concentration croisée verticale + horizontale

Effet combiné de concentration verticale dans la concentration horizontale



**Concessionnaire**



**Pièces détachées**



**Pneus**



**Services d'entretien**



*Essence*



*Assurance*



*Casse*



# Moyens insuffisants pour le contrôle

L'OPMR Martinique est une structure ad-hoc de l'Etat.

Son président est un juge affecté en Guadeloupe, qui pilote tous les OPMR des DFA.

*Aucun agent administratif n'est affecté à cet organisme.*

Autant dire qu'il n'y a aucun arbitre sur le terrain.



# La vie chère, une fatalité ?

Nous sommes face à des groupes économiques qui se comportent en **ultra-capitalistes**, alors que nous sommes un **marché vulnérable**.



# Comment s'en sortir ?

1. Avoir une vision politique globale prenant en compte nos singularités
2. Rapatrier la stratégie de développement en local
3. Faire contribuer les populations aux choix
4. Réformer le modèle économique actuel



# Quelques chiffres sur notre économie

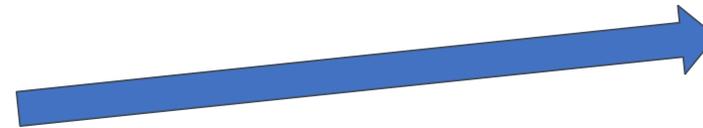
## Importations

2,7 Milliards EUR

- dont 945 MEUR de produits de consommation courante
- dont :
  - alimentation : 519 MEUR (55%)
  - médicaments : 208 MEUR (22%)
  - textile/chaussures : 132 MEUR (14%)

## Top des dépenses des ménages

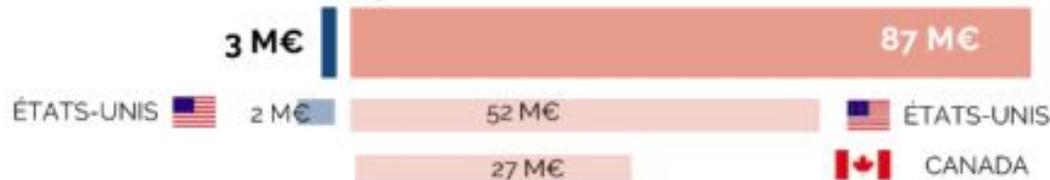
1. Transport
2. Logement
3. Alimentation
4. Services numériques



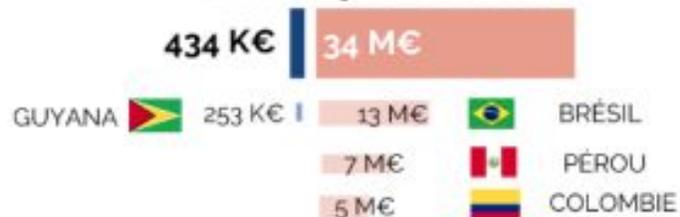
# Echanges avec la Caraïbe embryonnaire



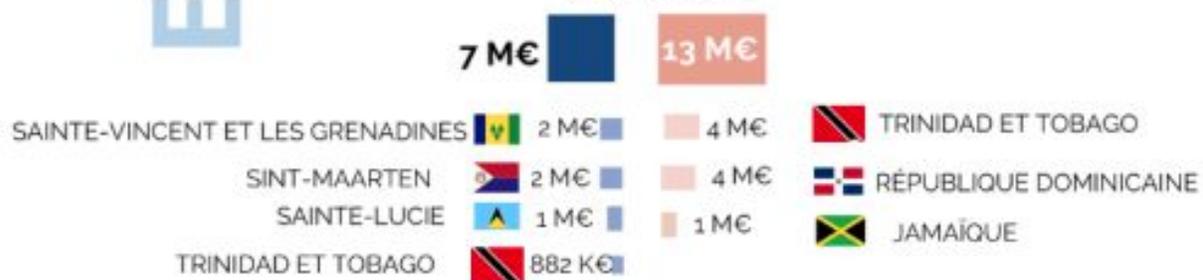
## Amérique du Nord



## Amérique du Sud



## Caraïbes



PIB  
9,5 Milliards EUR

EXPORTS

IMPORTS





# Solutions proposées dans le rapport

# « Plan de déchochage économique et social »

le rapport propose d'agir structurellement et conjoncturellement simultanément :

un « **plan de déchochage économique et social en faveur des Outre-mer** »

- décliné en **68 mesures**
- à associer en fonction des réalités et singularités propre à chaque territoire,
- à traduire dans une programmation concrète à court, moyen et long terme



# A court terme

- **Rétablir les plafonds de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables ultramarins,**
- **affecter les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des trois départements d'outre-mer dans lesquels elle existe aux ménages modestes sous la forme d'une allocation destinée à acheter des services et des produits issus des circuits courts**
- **Majorer les prestations sociales légales versées Outre-mer d'un complément égal au différentiel de coût de la vie avec l'Hexagone.**





# Solutions proposées (1/5)

- **Immédiatement à travers des mesures fiscales et financières pour agir directement sur le pouvoir d'achat et les prix (augmentation du niveau des revenus, baisses des prix), les charges d'entreprises et le financement et l'accompagnement des collectivités territoriales.**
- **Renforcer la continuité territoriale pour le transport de marchandises et de passagers** à l'instar de la Corse, la continuité territoriale numérique
- **des mesures réglementaires et législatives** sont nécessaires pour compléter et mettre en cohérence le droit de la concurrence, le droit de la consommation, le droit des pratiques restrictives de la concurrence et le droit des négociations commerciales. **Des moyens en ressources humaines expertes plus importants** pour investiguer, contrôler, sanctionner dans le respect de l'Éthique économique, le bien commun et une humanité et une solidarité républicaine et universelle. **Le renforcement de la statistique et de la connaissance spécialisée prenant en compte nos réalités**, nos différences, notre singularité et mieux anticiper et définir les politiques publiques d'avenir.
- **Des priorités stratégiques et politiques** : augmenter la production locale, la diversification, Développer les échanges économiques avec les bassins régionaux voisins,
- **Converger autour de l'appel de FDF** pour plus de subsidiarité, d'initiative locale et de développement endogène.



# Solutions proposées (2/5)

- **Organiser dans chaque territoire, les états généraux du coût de la vie et du pouvoir d'achat**
- **Obtenir une baisse des prix de l'ordre de 10 à 20 % sur l'ensemble des références**
- **Expérimenter, pour une durée limitée, un dispositif de compensation intégrale des coûts d'acheminement de ces produits de première nécessité.**
- **Favoriser la consommation et la création de richesse endogène**
- **Tendre vers une hausse des salaires ultramarins, de l'ordre de 20 %, en réunissant une conférence sociale**
- **Créer une prime de vie chère de 20 % également pour les salariés du secteur privé,** financée par une taxe sur les profits des grandes entreprises opérant en Outre-mer sans obérer la compétitivité des PME. Cette taxe prélevée sur les grands groupes permet de ne pas augmenter les charges des petites et moyennes entreprises.



# Solutions proposées (3/5)

- Rétablir les plafonds de la réduction d'impôt sur le revenu des contribuables ultramarins,
- affecter les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des trois départements d'outre-mer dans lesquels elle existe aux ménages modestes **sous la forme d'une allocation destinée à acheter des services et des produits issus des circuits courts**
- Majorer les prestations sociales légales versées Outre-mer d'un complément égal au différentiel de coût de la vie avec l'Hexagone.
- Contrôler les concentrations Outre-mer dans tous les secteurs économiques dès que le chiffre d'affaires réalisé dans les territoires ultramarins atteint 5 millions d'euros.
- Favoriser l'initiative locale et la création d'activité et d'emploi :
  - *Simplifier les procédures et raccourcir les délais d'instruction* pour les financements et subventions aux petites et moyennes entreprises, et
  - *réformer les règles d'attribution des fonds du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (Posei)*
  - *accompagner les petits producteurs, les petites et moyennes entreprises dans leur développement dans une logique de démocratie économique*



# Solutions proposées (4/5)

- **Créer des zones franches globales et des ports francs** c'est-à-dire des territoires zéro charges fiscales et sociales, où les TPE et PME seraient exonérées pendant dix ans de cotisations fiscales et sociales, à condition de créer des emplois et de recruter, en étant aidées pour embaucher des résidents du territoire ultramarin concerné.
- **Créer des activités nouvelles, des emplois et créer de la richesse supplémentaire :**
  - créer des filières industrielles de transformation pour le marché local et l'exportation à partir de matières premières importées de l'environnement régional et créer des pôles d'exportation de services et d'expertises locales.
- **Garantir des prix raisonnables pour les prix des billets d'avion** en appliquant aux Outre-mer le dispositif en vigueur pour la Corse
- Accorder une priorité d'affectation dans leur territoire d'origine des lauréats ultramarins des concours de la fonction publique
- **Compléter la loi en interdisant aux établissements bancaires de pratiquer des tarifs supérieurs dans les territoires ultramarins** aux tarifs pratiqués en France hexagonale pour les mêmes prestations.
- **Rétablir le montant de leurs dotations au niveau de 2013** avant l'application de la contribution solidaire au redressement des finances publiques, avec rattrapage de l'inflation et indexation sur le coût de la vie pour les années suivantes.



# Solutions proposées (5/5)

- **Faciliter localement la gestion et la consommation de crédits dédiés à l'Outre-Mer**, en accroissant la fongibilité des crédits entre les différents budgets opérationnels de programmes contributeurs aux contrats de convergence et de transformation
- **Favoriser la création d'une nouvelle compagnie aérienne par zone océanique** (océan Atlantique, océan Indien, océan Pacifique), à l'instar du projet Toucan
- **Renforcer les dispositions de la loi Letchimy du 5 décembre 2016**
  - et la responsabilité locale pour agir dans le cadre d'une véritable diplomatie territoriale
- Enfin, dans le respect de la volonté des peuples et des populations des territoires ultramarins, **poursuivre la concertation et la réflexion sur le plan institutionnel**,
  - en envisageant le transfert aux collectivités ultramarines qui le souhaitent du pouvoir normatif nécessaire au développement notamment économique et social
- Il s'agit, dans une logique, de responsabilité, de subsidiarité et d'efficacité, de **pouvoir localement initier et adapter les lois et règlements aux réalités et aux différences locales** dans un objectif d'épanouissement humain, individuel et collectif.
- De surcroît, il conviendrait **d'encourager l'État à co-construire ses politiques publiques avec les collectivités locales ultramarines.**

